

La covid-19 et la culture : une affaire politique

mercredi 24 février 2021

Trois lignes de force sont actuellement en interaction dans nos sociétés : garantir la santé publique, satisfaire les exigences privées des capitalistes et accroître la puissance de l'État afin d'accélérer sa réduction à la police au sens général. La santé et le profit de quelques-uns, le pouvoir oligarchique, convergent certes vers une disparition de la démocratie, mais pas seulement [1] Toutes les bizarreries, contradictions et absurdités apparentes s'expliquent par la combinaison de ces trois éléments.

Parce qu'elle conteste radicalement le fait de la société emprisonnée dans un immense camp de travail où les seuls loisirs prescrits sont l'achat de marchandise et le culte religieux, la *culture* (au sens artistique large) est une cible privilégiée dans ce champ de forces. La vraie culture est la liberté à l'état créatif, non la consommation d'images produites par le spectacle de la marchandise. La culture a pour contraire non la nature ou l'ignorance, mais la domination.



Image par [Peter H](#) de [Pixabay](#)

De l'intérêt politique et économique de semer la panique

L'Institut National des Études Démographiques publie chaque semaine des statistiques des décès liés à la covid-19 [2]. Au 4 février, 81.6 % des morts de la covid ont plus de 70 ans. 59.2 % des morts ont plus de 80 ans. 6.5 % ont de 20 ans à 59 ans. Chez celles et ceux qui ont moins de 20 ans : zéro mort. Si la notion de pandémie signifie une maladie qui touche également toutes les catégories de la population, alors il s'agit ici d'une épidémie, certes grave, mais pas d'une *pandémie*. Cette exagération première engendre une multitude d'exagérations.

À quoi servent ces exagérations ? À dissimuler la responsabilité du gouvernement dans l'affaiblissement des hôpitaux publics. À fournir un terrain psychologique d'anxiété, d'angoisse, voire de panique, favorable à l'acceptation d'une dictature politique.

L'action gouvernementale a une finalité : servir le secteur privé, accroître les profits capitalistes, détruire les services publics, promouvoir la guerre de tous contre tous, favoriser les plus riches, privatiser les bénéfices et publiciser les pertes. Ces buts impliquent d'écraser la contestation par la répression policière : matraquages et interdiction de fait des manifestations rendent dérisoire la vie politique, en la réduisant à la diffusion d'une *moraline* bien-pensante à coups de culpabilisation, de paternalisme et d'infantilisation.

C'est dans ce contexte de guerre de l'État contre les pauvres - et contre une société solidaire - que cette épidémie apparaît comme une opportunité formidable pour faire avancer les intérêts des grands groupes privés. L'épidémie est la continuation de la politique par d'autres moyens [3]. La suspension de la démocratie est un élément de la *stratégie du désastre* [4]. L'amplification de la peur accroît l'acceptation des mesures violentes ou arbitraires. La violence policière est chargée de maintenir dans un état de stress permanent une population assaillie par ce simulacre de peste ; d'où la fonction stratégique du discours de la « pandémie » et autres exagérations. Grâce à l'état d'urgence sanitaire, les néolibéraux peuvent transformer la société de fond en comble - l'exigence de privatisation, idéologique et désastreuse, est rabâchée par les conseillers de l'Élysée [5].

Attaques systémiques contre la culture

Que signifient la fermeture des musées et l'ouverture des galeries d'art ? Elles ne sont contradictoires qu'à l'égard du but sanitaire. Quel est le vrai message ? Une œuvre d'art n'est visible (digne d'être vue) qu'à la condition d'être une marchandise. Le rapport contemplatif, gratuit, à l'œuvre d'art est *inessentiel*, c'est-à-dire improductif. Voire anti-productif en ce qu'il soustrait du temps à la consommation matérielle. De même, pourquoi interdire théâtres, cinémas, bars et restaurants ? Mesures absurdes du point de vue sanitaire (les magasins et les transports en commun contaminent aussi) mais utile si l'on discerne le vrai but : empêcher la réflexion, l'échange, la concertation, le dialogue, la critique, la controverse, l'action, la contestation. C'est-à-dire, au fond, la substance même de la vie sociale, le socle de la vie politique, le fondement des constructions démocratiques institutionnelles.



Image par [Rithwick Padannayil](#) de [Pixabay](#)

Pourquoi fermer les universités ? Pour la bourgeoisie moderne, Mai 68 a été une catastrophe, une angoissante "révolution" incontrôlable. D'où un sourd désir de couler les universités, surtout celles de Lettres et de Sciences humaines. Outre la visée électoraliste (prendre des voix au Rassemblement national), la demande, par la ministre de la recherche, d'une police politique chargée de trouver les chercheurs qui relèveraient de l'"islamo-gauchisme" apparaît comme une manipulation ridicule et scandaleuse, mais logique électoralement.

Lorsque le président de la République entend le mot « culture », il sort de sa poche son gouvernement qui répond « Inessentielle ! ». Cette distinction entre ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas relève d'une idéologie anti-égalitaire, issue du darwinisme social (c'est-à-dire la version biologique du fascisme politique [6]). Les artistes, les techniciens du spectacle, les compagnies, sont soumis à un traitement inégalitaire violent : une concurrence entre les plus forts et les autres, « *ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien* ». Le credo néo-libéral tient l'égalité pour absurde et nocive. Pourquoi la recherche des traitements est-elle dévaluée au profit des vaccins (même expérimentaux) ? Non pour des raisons sanitaires, mais parce que les laboratoires pharmaceutiques exigent de tirer profit de la fausse pandémie.

Pourquoi les étudiants de Classes Préparatoires aux Grandes Écoles ont-ils droit à des cours en chair et en os, tandis que les étudiants des universités n'ont droit qu'à des simulacres de cours, avec un décrochage

semble-t-il élevé ? Parce que les CPGE, c'est un mythe constitutif, forment l'élite de la nation, tandis que les universités sont globalement « inessentiels » c'est-à-dire à éliminer. L'absurdité sanitaire est recouverte par une échelle de valeur réactionnaire. Les « cultes » sont essentiels, la culture inessentielle. Mais l'effort de détruire celle-ci prouve plutôt son caractère fondamental.

L'absurdité ubuesque des interdictions gouvernementales disparaît dès qu'on peut rétablir leur logique politique. Il y a un projet de société néo-libérale qui constitue leur finalité, auquel tout le reste est subordonné. Selon ce projet, seules certaines activités, réellement rentables pour les riches et utiles au pouvoir politique, peuvent et doivent exister, tout le reste devant disparaître ou muter profondément. *Le divertissement égocentrique en miniature* en lieu et place de la culture comme expérience collective.



Image par [Alexandra A life without animals is not worth living](#) de [Pixabay](#)

Le numérique est choyé par l'idéologie néo-libérale parce qu'il contribue à éliminer les situations collectives et à propager des situations où l'individu est seul dans une jungle darwinienne tellement émulative, poussant à l'innovation, elle-même salvatrice par essence. Dans l'enseignement et la culture (théâtre, cinéma, etc.), tout doit passer à la moulinette numérique. Un festival de cinéma est censé pouvoir se dérouler en ligne et une formation scolaire pouvoir se dérouler en « distanciel ». En réalité, c'est confondre cinéma et télévision dans le premier cas ; dans le second considérer le cours comme un contenu cognitif sans corps, sans communication vivante, une marchandise à consommer chez soi, séparé des autres, ayant cassé tout lien social vivant. La farce de la continuité pédagogique prépare la numérisation de l'école, c'est-à-dire sa privatisation. Ce que des décennies d'efforts pour faire de l'éducation un marché privé, n'ont pu obtenir, l'usage politique de la pseudo-pandémie va permettre, peut-être, de l'avoir en quelques mois.

L'aspect de délire continu (les restrictions exagérées des libertés, la suspension de la démocratie, etc.) caractérise aussi la banalisation du « distanciel » dont l'usage masque la différence radicale entre une réalité vivante, vécue collectivement, dans un ensemble d'interactions intellectuelles et affectives, et un rapport numérique, pauvre, caractérisé par l'absence et le simulacre, répulsif, violent, sans affect de communauté et sans corps. Non, un concert numérique n'est pas un concert. Non, un cours numérique n'est pas un cours simplement à distance. Un colloque, une pièce de théâtre, tout ce qui est intrinsèquement collectif, diffusés sur des écrans d'ordinateur ou de smartphone, deviennent des images de télévision sans épaisseur ni vie. Le décrochage des étudiants semble signer l'échec de ces simulacres. Car la vérité du « distanciel », c'est la solitude, l'isolement, la vulnérabilité, la dépression. Ce que la culture contribue à combattre. La culture est fondamentalement une expérience collective, une fête plus qu'un spectacle (nulle nécessité d'accepter le clivage rousseauiste entre fête et spectacle dans la Lettre à d'Alembert). Dans cette fête infinie sont disposés et utilisés des outils de production du commun mental et physique, une agora artistique collective et vivante.

La notion même de confinement n'a plus de sens précis. La réalité du confinement c'est d'abord d'accroître la densité des populations sommées de travailler et de consommer dans un temps et un espace de plus en plus courts (et donc favoriser la diffusion du virus [7], ensuite d'interdire certains métiers et pas d'autres, dans un arbitraire fréquent du point de vue sanitaire, mais dans une logique cohérente tantôt du point de vue capitaliste tantôt du point de vue politique. Le couvre-feu et le confinement ont

pour effet de briser le mouvement associatif, l'éducation populaire, tous les lieux où vivent des collectifs. Le confinement, toujours pseudo-expérimental, est un appareil politique destiné à contrôler les pensées, à habituer à la solitude et à l'isolement, à affaiblir la résistance à l'adaptation et à faire perdre *de facto* la pratique du collectif.



Image par [Stefan Keller](#) de [Pixabay](#)

La violence psychique et physique, morale et mentale, est énorme : retrouver une santé mentale collective demandera des années de travail. D'ici là, des millions de dépressions, de maladies aggravées par le stress des confinements plus ou moins ciblés, de précarisations, de situations suicidaires. Une souffrance qui, aux yeux des technocrates, est négligeable - ou forme un nouveau marché pour l'industrie pharmaceutique.

La répression policière, qui interdit de facto la manifestation de critiques politiques, prend place dans une gigantesque opération de viol politique, de crime politique : c'est la mort d'un certain théâtre, la mort d'un type d'artistes, la mort d'une sociabilité solidaire, la mort de la liberté d'être, la mort de modes de vie fondés sur la reconnaissance mutuelle et l'entraide. Construits au long de nombreuses décennies, ils forment le terreau de la démocratie comme pratiques sociales et culturelles, comme expérimentation et co-éducation. Leur destruction est le but de cette action gouvernementale soutenue par la majorité des organes de presse, propriété de grandes entreprises.

C'est aussi un message de mort qui est adressé aux pauvres et à la classe moyenne : la destruction du système des retraites, sans parler de la destruction de l'assurance chômage, etc. Un programme dont le but ultime est la mort du monde social vivant commun, au profit d'un monde clivé, divisé, violent. Le premier séparatisme, c'est celui des forces capitalistes néo-libérales. « *La société n'existe pas* » affirmait Thatcher. Le président français pourrait ajouter : « ... *car nous allons la faire disparaître* », l'euthanasier grâce à cette opportune épidémie grimée en effrayante pandémie.

Cependant, il est possible que la perception globale de tous ces faits se développe. Il est possible que la conscience de l'urgence et de la nécessité de combattre ce projet néo-libéral mortifère, s'accroisse et atteigne un seuil critique où l'action collective deviendra une force historique puissante. Unissons-nous pour que la culture et l'art redeviennent des principes politiques fondamentaux. Liberté de vivre et de créer, égalité de droits et de richesses, fraternité sociale et solidaire. La culture ou la barbarie.

Jean-Jacques Delfour
19 février 2021

Notes

[1] Cf. « Le grand confinement du capitalisme : le triomphe de l'État sur l'économie ? » dans *De virus illustribus. Crise du coronavirus et épuisement structurel du capitalisme*, A. Jappe et alii, éd. Crise et critique, août 2020, p. 69-71.

[2] <https://dc-covid.site.ined.fr/fr/donnees/france>. Sur le site officiel, <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>, ces statistiques-là n'apparaissent pas (14 février 2021).

[3] Cf. Clausewitz : « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* » (De la guerre, 1832).

[4] Cf. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008. « *Seule une crise - réelle ou supposée - peut produire des changements* » écrit Milton Friedman (page 14).

[5] Cf. François Krug, *McKinsey, un cabinet dans les pas d'Emmanuel Macron*, dans *Le Monde*, 5 février 2021.

[6] Cf. le « sélectionnisme » de Vacher de Lapouge qui crée l'anthroposociologie, une science politique ou une sociologie fondée sur les sciences naturelles, notamment les lois de l'hérédité. Cf. Carole Reynaud-Paligot, *Identité nationale. Science race et politique en Europe et aux États Unis*, Paris, PUF, 2012.

[7] C'est une conséquence inattendue du confinement : au lieu de limiter la contagion, il l'accroît. D'où un effort supplémentaire de sidération afin d'éviter que l'on ne s'en rende compte.